

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 17/2 rédigé comme suit :

« Art. 17/2. Les véhicules visés à l'article 1^{er}, § 2, 59°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, qui doivent être immatriculés conformément à l'article 10/1 §§ 1^{er} à 4 et dont la date de première immatriculation a eu lieu :

a) avant le 1^{er} janvier 2002, doivent faire l'objet d'une réimmatriculation avant le 1^{er} janvier 2015;

b) à partir du 1^{er} janvier 2002 et avant le 1^{er} janvier 2007, doivent faire l'objet d'une réimmatriculation avant le 1^{er} juillet 2014;

c) depuis le 1^{er} janvier 2007, doivent faire l'objet d'une réimmatriculation avant le 1^{er} janvier 2014. »

Donné à Bruxelles, le 7 mai 2013.

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
M. WATHELET

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 17/2 toegevoegd, luidende als volgt :

« De voertuigen bedoeld in artikel 1, § 2, 59°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, die overeenkomstig artikel 10/1, §§ 1 tot 4 dienen ingeschreven te zijn en waarvan de datum eerste inschrijving plaats had :

a) vóór 1 januari 2002, dienen uiterlijk vóór 1 januari 2015 heringeschreven te zijn;

b) vanaf 1 januari 2002 en vóór 1 januari 2007, dienen uiterlijk vóór 1 juli 2014 heringeschreven te zijn;

c) vanaf 1 januari 2007, dienen uiterlijk vóór 1 januari 2014 heringeschreven te zijn. »

Gegeven te Brussel, 7 mei 2013.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

De Minister van Financiën,
K. GEENS

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
M. WATHELET

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2013/203053]

18 AVRIL 2013. — Arrêté royal relatif à la reconnaissance des centres spécialisés dans l'accueil et l'accompagnement des victimes de traite et de certaines formes aggravées de trafic des êtres humains et à l'agrément pour ester en justice

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent texte fixe les conditions et la procédure permettant à des centres d'accueil de victimes de la traite des êtres humains (TEH) d'être reconnus comme centres spécialisés et d'être agréés pour ester en justice afin de défendre les droits de ces victimes. Cette procédure vise à appuyer la lutte contre la traite des êtres humains et garantir une aide spécialisée aux victimes, tel que cela est prévu par l'article 11 § 2 et 5 de la loi du 13 avril 1995 et à déterminer les centres qui constituent les points de référence pour les autorités. Ces centres reconnus constitueront, en effet, les points de contact visés à l'article 61/2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Le Gouvernement souhaite organiser cette reconnaissance dans un texte unique.

En effet, historiquement, différents textes ont traité ou traitent encore de la reconnaissance des centres spécialisés et de l'agrément qui peut leur être accordé pour ester en Justice.

Il y a tout d'abord eu la circulaire du 1^{er} juillet 1994 concernant la délivrance de titre de séjour et des autorisations d'occupation à des étrangers, victimes de la traite des êtres humains dans laquelle étaient cités trois centres : Payoke, Le Mouvement du Nid et Espace P. Ensuite, les directives du 13 janvier 1997 à l'Office des étrangers, aux parquets, aux services de police, aux services de l'inspection des lois sociales et de l'inspection sociale relatives à l'assistance aux victimes de la traite des êtres humains qui firent référence aux centres : Payoke, Pag-asa et Sürya.

Par ailleurs, l'agrément pour ester en Justice est prévu dans la loi du 13 avril 1995 citée précédemment.

Il est important aujourd'hui dans le cadre d'une politique de lutte contre la traite de clairement identifier les acteurs chargés du volet lié à l'accueil des victimes.

Pour ce faire, le présent texte établit d'abord des critères qualitatifs pour qu'une association soit reconnue en tant que centre d'accueil spécialisé. Ensuite, il attribue à ces centres spécialisés la compétence pour ester en justice en tant que parties civiles. Ce dernier point organise ainsi les règles à suivre pour l'exécution des dispositions prévues à l'article 11, § 5, de la loi du 13 avril 1995 relative à la traite des êtres humains.

Commentaires des articles

Article 1^{er}. Prévoit les conditions auxquelles doivent répondre les centres d'accueil pour bénéficier de la reconnaissance et, en conséquence, les habiliter à entamer les procédures prévues notamment dans

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2013/203053]

18 APRIL 2013. — Koninklijk besluit inzake de erkenning van de centra gespecialiseerd in de opvang en begeleiding van slachtoffers van mensenhandel en van bepaalde zwaardere vormen van mensenmokkel en inzake de erkenning om in rechte op te treden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

In deze tekst worden de voorwaarden en de procedure vastgesteld die opvangcentra voor slachtoffers van mensenhandel de mogelijkheid bieden om als gespecialiseerde centra te worden erkend en om te worden erkend om in rechte op te treden teneinde de rechten van die slachtoffers te verdedigen. Die procedure strekt ertoe de bestrijding van mensenhandel te ondersteunen en gespecialiseerde slachtofferhulp te waarborgen, zoals bedoeld in artikel 11, § 2 en § 5, van de wet van 13 april 1995, alsmede te bepalen welke centra de referentiepunten voor de overheden zijn. Die erkende centra vormen immers de contactpunten zoals bedoeld in artikel 61/2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

De regering wil deze erkenning in een unieke tekst regelen.

Historisch gezien werd of wordt nog steeds de erkenning van de gespecialiseerde centra en de erkenning die hun kan worden toegekend om in rechte op te treden immers in verschillende teksten behandeld.

Zo was er in de eerste plaats de omzendbrief van 1 juli 1994 betreffende de afgifte van verblijfs- en arbeidsvergunningen (arbeidskaarten) aan vreemdelingen, slachtoffers van mensenhandel, waarin drie centra werden vermeld : Payoke, Le Mouvement du Nid en Espace-P. Vervolgens werd in de richtlijnen van 13 januari 1997 aan de Dienst Vreemdelingenzaken, parketten, politiediensten, inspectie van de sociale wetten en de sociale inspectie omtrent de bijstand aan de slachtoffers van mensenhandel verwezen naar de centra Payoke, Pag-asa en Sürya.

Voorname wet van 13 april 1995 voorziet overigens in de erkenning om in rechte op te treden.

In het kader van een beleid ter bestrijding van mensenhandel is het thans belangrijk dat de met de opvang van slachtoffers belaste actoren duidelijk worden geïdentificeerd.

Derhalve worden in deze tekst eerst kwalitatieve criteria vastgelegd opdat een vereniging als gespecialiseerd opvangcentrum zou worden erkend. Vervolgens wordt aan deze gespecialiseerde centra de bevoegdheid toegekend om als burgerlijke partij in rechte op te treden. Dit laatste punt bepaalt aldus de te volgen regels voor de tenuitvoerlegging van de bepalingen bedoeld in artikel 11, § 5, van de wet van 13 april 1995 inzake mensenhandel.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1. Voorziet in de voorwaarden waaraan de opvangcentra moeten voldoen om erkenning te genieten en hen, als gevolg daarvan, te machtigen om de procedures op te starten waarin inzonderheid in

le cadre de l'octroi de permis de séjours provisoires aux victimes de traite. Le terme « reconnaissance » vise en effet la capacité à mettre en œuvre les procédures visées au chapitre IV de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Les conditions prévues consistent pour l'essentiel à disposer d'un statut d'ASBL à avoir pour objet social principal l'accueil des victimes de la traite des êtres humains, à assurer le suivi administratif des victimes mineures et majeures et à disposer de places d'accueil.

Il est également demandé aux centres reconnus de transmettre tous les 5 ans, un plan stratégique et tous les ans un rapport aux ministres compétents. Le décompte de l'année commence à dater de la publication au *Moniteur belge* de la reconnaissance.

Ensuite, les centres doivent suivre les directives relatives à l'application des procédures de délivrance des titres de séjour aux victimes de traite des êtres humains.

Enfin, les centres d'accueil reconnus doivent pouvoir coopérer en coordination avec les autres centres dans le cadre prévu par l'article 3 de l'arrêté royal du 16 mai 2004 relatif à la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains.

Article 2. Précise que dès que la reconnaissance comme centre d'accueil spécialisé est accordée, cela vaut aussi agrément des centres pour ester en justice conformément à l'article 11 § 5 de la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains. Il ne semble pas opportun de prévoir des procédures distinctes entre les deux situations dès lors que la reconnaissance est accordée. Procéder différemment aurait pour conséquence d'alourdir les démarches administratives pour les centres.

Par ailleurs, l'octroi de la capacité à ester en justice comme partie civile pour les centres reconnus correspond aussi à la volonté politique globale d'assurer une protection uniforme et optimale aux victimes.

Article 3. Il importe que les centres reconnus soient clairement identifiables par les acteurs de terrain et que la procédure de protection des victimes tienne compte des caractéristiques du phénomène de la traite. En conséquence, le nombre de centres d'accueil reconnus sera limité à la nécessité des besoins en la matière.

Ceci dépendra par exemple du nombre de dossiers de victimes de TEH ouverts à l'Office des étrangers, de l'évolution du nombre de victimes ou du nombre d'affaires de TEH suivies dans les parquets et les auditorats du travail.

Par ailleurs, on tiendra aussi compte, de la nécessité d'avoir un cadre institutionnel et administratif clair. Ainsi, l'importance de faciliter les contacts entre acteurs de terrain va dans le sens d'une limitation du nombre de centres.

Il y a également lieu de veiller à une répartition équilibrée des centres d'accueil dans les trois Régions du pays.

Article 4. Indique à quelle autorité doit être adressée la demande de reconnaissance : en l'occurrence, le Ministre de la Justice.

Article 5. Détermine les modalités de l'octroi de la reconnaissance.

Le nombre de centres reconnus est limité à la nécessité des besoins en matière de suivi administratif et juridique des victimes de traite des êtres humains. Cependant, le Ministre de la Justice demande à ce sujet l'avis du Bureau de la Cellule interdépartementale de coordination de la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains; celui-ci doit tenir compte de l'avis de l'Office des Etrangers.

La reconnaissance est octroyée pour une période de 5 ans. La reconnaissance peut être renouvelée, à chaque fois pour une période de cinq ans.

Article 6. Prévoit que les centres d'accueil peuvent conclure des accords avec d'autres associations pour l'accueil et la prise en charge de victimes avec des profils spécifiques. C'est le cas par exemple des mineurs qui doivent être hébergés dans d'autres locaux que les victimes adultes.

Article 7. La reconnaissance des centres d'accueil ne donne pas droit à subsides. La reconnaissance constitue cependant une manifestation formelle renforcée de l'inclusion des centres d'accueil dans la politique gouvernementale de lutte contre la traite des êtres humains.

Article 8. Prévoit la possibilité de retrait de la reconnaissance dès lors qu'il est constaté qu'un centre n'est plus en mesure de respecter les conditions énumérées à l'article 1^{er}.

L'association est invitée à faire valoir son point de vue préalablement à tout retrait.

het kader van de toekenning van een voorlopige verblijfsvergunning aan slachtoffers van mensenhandel is voorzien. De term "erkenning" beoogt immers de bevoegdheid om de procedures bedoeld in hoofdstuk IV van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ten uitvoer te leggen.

De bedoelde voorwaarden bestaan hoofdzakelijk erin te beschikken over het statuut van een vereniging zonder winstoogmerk, de opvang van slachtoffers van mensenhandel als belangrijkste maatschappelijk doel te hebben, te zorgen voor de administratieve opvolging van minderjarige en meerderjarige slachtoffers en te beschikken over opvangplaatsen.

Aan de erkende centra wordt ook gevraagd om aan de bevoegde ministers om de vijf jaar een strategisch plan en jaarlijks een verslag te bezorgen. Het jaar begint te lopen vanaf de bekendmaking van de erkenning in het *Belgisch Staatsblad*.

Vervolgens moeten de centra de richtlijnen volgen betreffende de toepassing van de procedure inzake de afgifte van verblijfstitels aan slachtoffers van mensenhandel.

Ten slotte moeten de erkende opvangcentra kunnen samenwerken in coördinatie met de andere centra in het kader bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 16 mei 2004 betreffende de bestrijding van de mensensmokkel en mensenhandel.

Artikel 2. Bepaalt dat de erkenning als gespecialiseerd opvangcentrum eveneens geldt als erkenning voor de centra om in rechte op te treden overeenkomstig artikel 11, § 5, van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de mensensmokkel. Het lijkt niet opportuun om te voorzien in verschillende procedures voor de twee situaties zodra de erkenning is verleend. Een verschillende werkwijze zou de administratieve stappen voor de centra verzwaren.

De toekenning van de bevoegdheid om als burgerlijke partij in rechte op te treden voor de erkende centra stemt overigens ook overeen met de algemene politieke wil om de slachtoffers een eenvormige en optimale bescherming te bieden.

Artikel 3. Het is belangrijk dat de actoren op het terrein de erkende centra duidelijk kunnen identificeren en dat de procedure inzake de bescherming van slachtoffers rekening houdt met de kenmerken van het fenomeen mensenhandel. Het aantal erkende opvangcentra wordt dan ook beperkt tot hetgeen ter zake noodzakelijk is.

Dit zal bijvoorbeeld afhangen van het aantal geopende dossiers van slachtoffers van mensenhandel bij de Dienst Vreemdelingenzaken, van de evolutie van het aantal slachtoffers of van het aantal zaken van mensenhandel dat in de parketten en de arbeidsauditoraten wordt gevolgd.

Er moet overigens tevens rekening worden gehouden met de noodzaak om een duidelijk institutioneel en administratief kader te hebben. Het belang van het vergemakkelijken van de contacten tussen actoren op het terrein gaat in de richting van een beperking van het aantal centra.

Men moet ook erop toezien dat er een evenwichtige verdeling is van de opvangcentra in de drie gewesten van het land.

Artikel 4. Bepaalt aan welke overheid het verzoek tot erkenning moet worden gericht : in casu de Minister van Justitie.

Artikel 5. Bepaalt de nadere regels inzake de verlening van de erkenning.

Het aantal erkende centra is beperkt tot hetgeen noodzakelijk is op het vlak van de administratieve en juridische opvolging van de slachtoffers van mensenhandel. Toch vraagt de Minister van Justitie hieromtrent advies aan het Bureau van de Interdepartementale Coördinatiecel ter bestrijding van de mensensmokkel en de mensenhandel dat rekening dient te houden met het advies van de Dienst Vreemdelingenzaken.

De erkenning wordt verleend voor een periode van vijf jaar. De erkenning kan verlengd worden, telkens voor een periode van vijf jaar.

Artikel 6. Voorziet erin dat de opvangcentra akkoorden kunnen afsluiten met andere verenigingen voor de opvang en de tenlasteneming van slachtoffers met specifieke profielen. Een voorbeeld daarvan zijn minderjarigen die in andere ruimten moeten worden gehuisvest dan de volwassen slachtoffers.

Artikel 7. De erkenning van opvangcentra geeft geen recht op subsidies. De erkenning vormt evenwel een versterkt formeel bewijs dat de opvangcentra zijn opgenomen in het beleid van de regering ter bestrijding van mensenhandel.

Artikel 8. Voorziet in de mogelijkheid tot intrekking van de erkenning wanneer wordt vastgesteld dat een centrum niet langer in staat is om aan de in artikel 1 opgesomde voorwaarden te voldoen.

De vereniging wordt uitgenodigd om haar standpunt te doen gelden, zulks voorafgaand aan enige intrekking.

Article 9. Les centres d'accueil visés dans la circulaire du 26 septembre 2008 relative à la mise en œuvre d'une coopération multidisciplinaire concernant les victimes de la traite des êtres humains et/ou certaines formes aggravées de trafic d'êtres humains remplissent déjà les conditions prévues au présent arrêté. C'est pourquoi une reconnaissance d'une durée de 5 ans leur est octroyée.

Article 10. Le présent arrêté remplace l'arrêté royal du 16 juin 1995 « portant exécution de l'article 11 § 5, de la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantile ».

Article 11. Contient la disposition relative à l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 avril 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté,
adjointe à la Ministre de la Justice,
Mme M. DE BLOCK

Conseil d'Etat Section de législation
avis 52.733/4
du 6 février 2013

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif à la reconnaissance des centres spécialisés dans l'accueil et l'accompagnement des victimes de traite et de certaines formes aggravées de trafic des êtres humains et à l'agrément pour ester en justice'

Le 14 janvier 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité parla Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la reconnaissance des centres spécialisés dans l'accueil et l'accompagnement des victimes de traite et de certaines formes aggravées de trafic des êtres humains et à l'agrément pour ester en justice'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 6 février 2013. La chambre était composée de Pierre Liénardy, président de chambre, Jacques Jaumotte et Bernard Blero, conseillers d'Etat, Sébastien Van Drooghenbroeck et Jacques Englebert, assesseurs, et Colette Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Gabrielle Jottrand, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Liénardy.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 février 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations particulières

Préambule

1. A l'alinéa 1^{er}, il n'y a pas lieu de viser l'article 37 de la Constitution, le pouvoir général d'établir les règles nécessaires à l'exécution des normes législatives résultant de l'article 108 de la Constitution.

2. A l'alinéa 2, il convient de mentionner la loi du 10 août 2005 qui a modifié l'article 11, § 2, de la loi du 13 avril 1995.

Artikel 9. De opvangcentra bedoeld in de omzendbrief van 26 september 2008 inzake de invoering van een multidisciplinaire samenwerking met betrekking tot de slachtoffers van mensenhandel en/of van bepaalde zwaardere vormen van mensensmokkel voldoen reeds aan de in dit besluit bepaalde voorwaarden. Daarom wordt hun een erkenning van vijf jaar verleend.

Artikel 10. Dit besluit vervangt het koninklijk besluit van 16 juni 1995 tot uitvoering van artikel 11, § 5, van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie.

Artikel 11. Bevat de bepaling inzake de tenuitvoerlegging van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 18 april 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding,
toegevoegd aan de Minister van Justitie,
Mevr. M. DE BLOCK

Raad van State afdeling Wetgeving
advies 52.733/4
van 6 februari 2013

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'inzake de erkenning van de centra gespecialiseerd in de opvang en begeleiding van slachtoffers van mensenhandel en van bepaalde zwaardere vormen van mensensmokkel en inzake de toelating om in rechte op te treden'

Op 14 januari 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'inzake de erkenning van de centra gespecialiseerd in de opvang en begeleiding van slachtoffers van mensenhandel en van bepaalde zwaardere vormen van mensensmokkel en inzake de toelating om in rechte op te treden'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 6 februari 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre Liénardy, kamervoorzitter, Jacques Jaumotte en Bernard Blero, staatsraden, Sébastien Van Drooghenbroeck en Jacques Englebert, assessoren, en Colette Gigot, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Gabrielle Jottrand, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Liénardy.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 februari 2013.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid dient niet naar artikel 37 van de Grondwet te worden verwezen aangezien de algemene bevoegdheid om de regels vast te stellen die voor de uitvoering van wetgevende normen noodzakelijk zijn, uit artikel 108 van de Grondwet voortvloeit.

2. In het tweede lid moet melding worden gemaakt van de wet van 10 augustus 2005, die artikel 11, § 2, van de wet van 13 april 1995 heeft gewijzigd.

Dès lors, il y a lieu de remplacer les mots « notamment l'article 11, § 2 et § 5 » par les mots « l'article 11, § 2, modifié par la loi du 10 août 2005, et § 5 » [1].

3. Il convient de rédiger comme suit l'alinéa 3 :

« Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'article 61/2, inséré par la loi du 15 septembre 2006; » [2].

Il y a lieu d'intervenir les alinéas 2 et 3 du préambule afin de les classer dans l'ordre chronologique [3].

4. Dans un alinéa 4 nouveau, il y a lieu de mentionner l'arrêté royal du 16 juin 1995 'portant exécution de l'article 11, § 5, de la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantine' que l'article 10 du projet entend abroger [4].

5. L'alinéa 5 (devenant l'alinéa 6) sera rédigé comme suit [5] :

« Vu l'avis 52.733/4 du Conseil d'État, donné le 6 février 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973; ».

6. Lorsqu'un secrétaire d'État dispose de compétences diverses, il convient d'indiquer uniquement la compétence en vertu de laquelle il agit en l'espèce, à savoir en tant que Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration [6].

Dispositif

Article 1^{er}

1. Au paragraphe 2, il n'est pas recommandé d'introduire une phrase incidente sous le 1^o [7]. Il est plutôt conseillé d'établir après l'énumération un alinéa spécifique contenant une référence à l'élément de l'énumération à propos duquel une précision doit être apportée.

La phrase « Le plan stratégique comprend : (...) places d'accueil discrètes » constituera un deuxième alinéa inséré à la suite de l'énumération. Il serait plus précis de le rédiger comme suit :

« Le plan stratégique et opérationnel visé à l'alinéa 1^{er}, 1^o, comprend (... la suite comme au projet).

2. Il convient que le texte en projet précise également ce qu'il entend par « les données statistiques comparables » qui doivent être fournies dans le rapport annuel visé également au 1^o. À défaut, il y a lieu d'y habiliter le ministre.

3. Au paragraphe 2, 3^o, il y a lieu d'écrire *in fine* « dans le cadre de l'objet social visé au § 1^{er}, 3^o; ».

Article 5

L'article 11, § 5, de la loi du 13 avril 1995 'contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantine' confie au Roi la compétence d'agréer une association en vue de l'habiliter à ester en justice. Dès lors que l'article 2 du projet énonce que « la reconnaissance comme centre d'accueil spécialisé en matière de traite des êtres humains vaut également agrément pour ester en justice conformément à l'article 11, § 5 de la loi du 13 avril 1995 (...) », l'article 5 du projet aboutit à déléguer à l'autorité ministérielle - en l'occurrence le Ministre de la Justice, sur avis conforme du Ministre ou Secrétaire d'Etat qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions - le pouvoir d'accorder l'agrément en vue d'ester en justice. Il n'appartient pas au Roi de déléguer à l'autorité ministérielle une compétence que la loi - en l'occurrence son article 11, § 5, - Lui confie. Il convient dès lors de maintenir la compétence du Roi en la matière et ainsi, conformément au principe du parallélisme des compétences, de mettre la présente disposition en cohérence avec l'article 8 du projet, qui attribue au Roi le pouvoir de retirer une décision de reconnaissance « lorsque l'association ne respecte plus les conditions prévues à l'article 1^{er} ».

Par ailleurs, au système d'avis conforme du Ministre ou Secrétaire d'Etat en charge de la politique d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement des étrangers, que l'article 5 du projet consacre, il s'indique de substituer la règle selon laquelle la décision de reconnaissance est prise par le Roi, sur la proposition du ministre de la Justice et du ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions.

De woorden "inzonderheid op artikel 11, § 2 en § 5" moeten derhalve worden vervangen door de woorden "artikel 11, § 2, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2005, en § 5" [1].

3. In de Franse versie moet het derde lid worden gesteld als volgt :

"Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'article 61/2, inséré par la loi du 15 septembre 2006;" [2].

Het tweede en het derde lid moeten van plaats worden verwisseld teneinde ze naar tijdsorde te rangschikken [3].

4. In een nieuw vierde lid moet melding worden gemaakt van het koninklijk besluit van 16 juni 1995 'tot uitvoering van artikel 11, § 5, van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie', waarvan artikel 10 van het ontwerp de opheffing beoogt [4].

5. Het vijfde lid (dat het zesde lid wordt) moet worden gesteld als volgt : [5]

"Gelet op advies 52.733/4 van de Raad van State, op 6 februari 2013, gegeven met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;".

6. Wanneer een staatssecretaris over uiteenlopende bevoegdheden beschikt, moet enkel de bevoegdheid worden vermeld krachtens welke hij in dit geval handelt, namelijk als staatssecretaris voor Asiel en Migratie [6].

Dispositief

Artikel 1

1. In paragraaf 2 is het niet raadzaam een tussenzin onder punt 1^o in te voegen [7]. In de plaats daarvan verdient het de voorkeur na de opsomming in een specifiek lid te verwijzen naar het punt van de opsomming dat moet worden gepreciseerd.

De zin "Het strategisch plan omvat : (...) discrete opvangplaatsen" moet een tweede lid vormen dat na de opsomming wordt ingevoegd. Dat lid kan nauwkeuriger worden geredigeerd als volgt :

"Het strategisch en operationeel plan bedoeld in het eerste lid, 1^o, omvat (... voorts zoals in het ontwerp)".

2. De ontworpen tekst moet ook aangeven wat wordt bedoeld met de "vergelijkbare statistische gegevens" die in het jaarverslag, waarnaar eveneens in punt 1^o wordt verwezen, moeten worden verstrekt. Indien dat niet wordt gepreciseerd, moet de minister daartoe worden gemachtigd.

3. In de Franse versie van paragraaf 2, 3^o, *in fine*, moet "dans le cadre de l'objetsocialvisé au § 1^{er}, 3^o;" worden geschreven. In de Nederlandse versie schrijve men "bedoeld in § 1, 3^o;".

Artikel 5

Artikel 11, § 5, van de wet van 13 april 1995 'houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie' verleent de Koning de bevoegdheid een vereniging te erkennen teneinde haar te machtigen in rechte op te treden. Daar artikel 2 van het ontwerp stelt dat "de erkenning als opvangcentrum gespecialiseerd inzake mensenhandel (...) eveneens [geldt] als toelating om in rechte op te treden overeenkomstig artikel 11, § 5, van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de mensensmokkel", leidt artikel 5 van het ontwerp ertoe dat de bevoegdheid om de erkenning te verlenen met het doel in rechte op te treden, wordt overgedragen aan de ministeriële overheid - *in casu* de Minister van Justitie, na eensluidend advies van de minister of de staatssecretaris die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Het komt de Koning niet toe een bevoegdheid die hem bij de wet - *in casu* artikel 11, § 5, ervan - wordt toegekend, aan de ministeriële overheid over te dragen. Derhalve moet de bevoegdheid van de Koning ter zake worden behouden en moet de huidige bepaling overeenkomstig het beginsel van het parallelisme van de bevoegdheden aldus in overeenstemming worden gebracht met artikel 8 van het ontwerp, dat de Koning de bevoegdheid verleent een beslissing tot erkenning in te trekken "wanneer de vereniging niet langer voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 1".

Voorts is het raadzaam dat de regeling van het eensluidend advies van de minister of de staatssecretaris belast met het beleid inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, neergelegd in artikel 5 van het ontwerp, wordt vervangen door de regel dat de Koning over de erkenning beslist, op de voordracht van de minister van Justitie en van de Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Article 6

Cette disposition n'ayant pas de caractère réglementaire, elle ne sera pas examinée [8].

Article 8

Outre l'observation formulée dans le cadre de l'article 5 à propos de l'avis conforme, également valable pour la présente disposition, il convient que celle-ci fasse expressément écho à la nécessité de respecter le principe que l'association doit être invitée à faire valoir préalablement son point de vue.

Article 9

S'il ressort du rapport au Roi que trois associations sont déjà agréées comme centres d'accueil spécialisé, à savoir l'ASBL « Payoke » à Anvers, l'ASBL « Pag-asa » à Bruxelles et l'ASBL « Sürya » à Liège [9], il serait plus correct de prévoir que l'agrément de ces associations est prolongé de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du texte en projet.

Article 10

Dans la disposition, il convient de mentionner l'arrêté royal du 16 mai 2004 qui a modifié l'arrêté royal du 16 juin 1995 'portant exécution de l'article 11, § 5, de la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantine' [10].

Le Greffier

Le Président

Colette Gigot

Pierre Liénardy

18 AVRIL 2013. — Arrêté royal relatif à la reconnaissance des centres spécialisés dans l'accueil et l'accompagnement des victimes de traite et de certaines formes aggravées de trafic des êtres humains et à l'agrément pour ester en justice.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite et le trafic des êtres humains, l'article 11, § 2 modifié par la loi du 10 août 2005, et § 5;

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'article 61/2, inséré par la loi du 15 septembre 2006;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 1995 portant exécution de l'article 11, § 5, de la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantine.

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, rattaché au SPF Intérieur donné le 30 novembre 2012;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, rattaché au SPF Justice donné le 11 décembre 2012;

Vu l'avis 52.733/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 février 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Justice et de la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, adjointe à la Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er} Pour être reconnu comme centre spécialisé pour l'accueil des victimes de la traite et de certaines formes aggravées de trafic des êtres humains, les associations doivent répondre aux conditions suivantes :

1^o disposer de la forme juridique d'une association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2^o être établi sur le territoire belge;

3^o prévoir dans leur statut comme objet social principal, l'accueil, l'accompagnement et l'hébergement des victimes de la traite des êtres humains et des victimes de formes aggravées de trafic des êtres humains visées à l'article 61/2, § 2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

Artikel 6

Deze bepaling is niet-reglementair en wordt dus niet onderzocht [8].

Artikel 8

Naast de opmerking betreffende het eensluidend advies die bij artikel 5 is geformuleerd en die tevens geldt voor artikel 8, moet deze bepaling uitdrukkelijk de naleving stellen van het beginsel dat de vereniging moet worden verzocht vooraf haar standpunt mee te delen.

Artikel 9

Uit het verslag aan de Koning blijkt dat al drie verenigingen als gespecialiseerd opvangcentrum zijn erkend, te weten de VZW "Payoke" te Antwerpen, de VZW "Pag-asa" te Brussel en de VZW "Sürya" te Luik [9]; het zou echter passender zijn te bepalen dat de erkenning van deze verenigingen met vijf jaar wordt verlengd, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van de ontworpen tekst.

Artikel 10

Het koninklijk besluit van 16 mei 2004 dat het koninklijk besluit van 16 juni 1995 'tot uitvoering van artikel 11, § 5, van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie' wijzigt, moet in de bepaling worden vermeld. [10]

De Griffier

De Voorzitter

Colette Gigot

Pierre Liénardy

18 APRIL 2013. — Koninklijk besluit inzake de erkenning van de centra gespecialiseerd in de opvang en begeleiding van slachtoffers van mensenhandel en van bepaalde zwaardere vormen van mensensmokkel en inzake de erkenning om in rechte op te treden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de mensensmokkel, artikel 11, § 2, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2005, en § 5;

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 61/2, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 1995 tot uitvoering van artikel 11, § 5, van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie.

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, aangehecht aan de FOD Binnenlandse Zaken, gegeven op 30 november 2012;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, aangehecht aan de FOD Justitie, gegeven op 11 december 2012;

Gelet op advies 52.733/4 van de Raad van State, gegeven op 6 februari 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Om erkend te worden als centrum gespecialiseerd in de opvang van slachtoffers van mensenhandel en van bepaalde zwaardere vormen van mensensmokkel, moeten de verenigingen voldoen aan de volgende voorwaarden :

1^o beschikken over de rechtsvorm van een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2^o op het Belgisch grondgebied zijn gevestigd;

3^o de opvang, de begeleiding en de huisvesting van slachtoffers van mensenhandel en slachtoffers van zwaardere vormen van mensensmokkel, zoals bedoeld in artikel 61/2, § 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, als belangrijkste maatschappelijk doel in hun statuut omschrijven;

4° assurer sur le territoire belge le suivi administratif et juridique tant des victimes majeures que mineures;

§ 2. Les associations doivent :

1° disposer d'un plan stratégique et opérationnel transmis tous les 5 ans au Ministre de la Justice et au Ministre ou au Secrétaire d'Etat qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions. Le plan stratégique et opérationnel comprend l'approche suivie en matière d'accompagnement administratif, psychosocial, médical et juridique des victimes. Les moyens pouvant être mis à disposition à cette fin en termes de personnel et de matériel, en ce compris les dispositifs de protection des victimes et la disponibilité de places d'accueil discrètes;

2° fournir un rapport annuel reprenant les données statistiques comparables relatives à l'accueil des victimes de traite des êtres humains. Ces données comprennent entre autres, le nombre de victimes accueillies par année, leur âge et sexe, le type d'exploitation auquel elles ont été soumises;

3° suivre les directives relatives à l'application des articles 61/2 à 61/5 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

4° s'engager à accomplir ou à accomplir à titre principal effectivement et habituellement des prestations dans le cadre de l'objectif social visé au § 1^{er}, 3°;

5° s'engager à coopérer avec les autres centres d'accueil dans le cadre prévu par l'article 3 de l'arrêté royal du 16 mai 2004 relatif à la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains.

6° Contribuer à l'approche multidisciplinaire développée dans les plans d'actions nationaux de lutte contre la traite des humains.

Art. 2. La reconnaissance comme centre d'accueil spécialisé en matière de traite des êtres humains vaut également agrément pour ester en justice conformément à l'article 11, § 5 de la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite et du trafic des êtres humains.

Art. 3. Le nombre de centres reconnus est limité à la nécessité des besoins en matière de suivi administratif et juridique des victimes de traite des êtres humains.

Art. 4. La demande de reconnaissance est adressée au Ministre de la Justice.

La demande est accompagnée des pièces établissant que les conditions de l'article 1^{er}, § 1, 1° à 4° et § 2, 1°, et 2° sont remplies.

Art. 5. La reconnaissance est octroyée par Nous, sur la proposition du Ministre de la Justice et du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions.

La reconnaissance est accordée pour une durée de 5 ans et peut être renouvelée.

Art. 6. Les centres d'accueil spécialisés reconnus peuvent conclure des accords avec d'autres associations dans le cadre de l'accueil de victimes nécessitant un suivi particulier, notamment les mineurs d'âge.

Art. 7. La reconnaissance comme centre d'accueil spécialisé en matière de traite des êtres humains n'empêche pas de droits à l'obtention de subsides.

Art. 8. La reconnaissance comme centre d'accueil spécialisé peut être retirée par Nous, sur la proposition du Ministre de la Justice et du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions lorsque l'association ne respecte plus les conditions prévues à l'article 1^{er}.

Préalablement au retrait précité l'association est invitée à faire valoir son point de vue par écrit.

Art. 9. Sans préjudice du respect des règles de l'article 1^{er}, une reconnaissance pour une durée de 5 ans à dater de la publication au Moniteur Belge du présent arrêté est octroyée à :

- L'association sans but lucratif PAG-ASA dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, Rue des Alexiens 16B;

- L'association sans but lucratif Payoke dont le siège social est établi à 2000 Anvers, Leguit 4;

4° op het Belgisch grondgebied zorgen voor de administratieve en juridische opvolging van meerderjarige en minderjarige slachtoffers;

§ 2. De verenigingen moeten :

1° beschikken over een strategisch en operationeel plan dat om de 5 jaar aan de minister van Justitie en aan de minister of staatssecretaris bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt bezorgd. Het strategisch en operationeel plan bevat de gevolgde aanpak inzake de administratieve, psychosociale, medische en juridische begeleiding van slachtoffers; de personele en materiële middelen die daartoe ter beschikking kunnen worden gesteld, met inbegrip van de voorzieningen ter bescherming van de slachtoffers en de beschikbaarheid van discrete opvangplaatsen;

2° een jaarverslag bezorgen dat vergelijkbare statistische gegevens betreffende de opvang van slachtoffers van mensenhandel bevat. Deze gegevens bevatten onder andere het aantal slachtoffers dat jaarlijks wordt opgevangen, hun leeftijd en geslacht en het soort uitbuiting waaraan zij werden onderworpen;

3° de richtlijnen volgen betreffende de toepassing van de artikelen 61/2 tot 61/5 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

4° zich ertoe verbinden daadwerkelijk en gewoonlijk prestaties te verrichten of in hoofdzaak te verrichten in het kader van het maatschappelijk doel bedoeld in § 1, 3°;

5° zich ertoe verbinden samen te werken met de andere opvangcentra in het kader bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 16 mei 2004 betreffende de bestrijding van de mensenhandel;

6° bijdragen tot de multidisciplinaire aanpak die in de nationale actieplannen betreffende de strijd tegen mensenhandel uitgewerkt is.

Art. 2. De erkenning als opvangcentrum gespecialiseerd inzake mensenhandel geldt eveneens als erkenning om in rechte op te treden overeenkomstig artikel 11, § 5, van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de mensenhandel.

Art. 3. Het aantal erkende centra is beperkt tot hetgeen noodzakelijk is op het vlak van administratieve en juridische opvolging van de slachtoffers van mensenhandel.

Art. 4. Het verzoek tot erkenning wordt gericht aan de minister van Justitie.

De stukken waaruit blijkt dat de voorwaarden bedoeld in artikel 1, § 1, 1° tot 4° en § 2, 1° en 2° zijn vervuld, worden bij het verzoek gevoegd.

Art. 5. De erkenning wordt verleend door Ons, op voorstel van de minister van Justitie en van de minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

De erkenning wordt verleend voor een duur van vijf jaar en kan worden verlengd.

Art. 6. De erkende gespecialiseerde opvangcentra kunnen akkoorden afsluiten met andere verenigingen in het kader van de opvang van slachtoffers die een bijzondere opvolging vereisen, inzonderheid minderjarigen.

Art. 7. De erkenning als opvangcentrum gespecialiseerd inzake mensenhandel houdt geen recht op het verkrijgen van subsidies in.

Art. 8. De erkenning als gespecialiseerd opvangcentrum kan door Ons, op voorstel van de Minister van Justitie en van de Minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, worden ingetrokken wanneer de vereniging niet langer voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 1.

Voorafgaand aan voornoemde intrekking wordt de vereniging uitgenodigd om haar standpunt schriftelijk te doen gelden.

Art. 9. Onverminderd de inachtneming van de regels van artikel 1 wordt een erkenning voor een duur van vijf jaar vanaf de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* verleend aan :

- de vereniging zonder winstoogmerk PAG-ASA, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Cellebroersstraat 16B;

- de vereniging zonder winstoogmerk Payoke, met maatschappelijke zetel te 2000 Antwerpen, Leguit 4;

- L'association sans but lucratif Sürya dont le siège social est établi à 4000 Liège, rue Rouveroy 2;

en qualité de centre spécialisé dans l'accueil des victimes de traites des êtres humains et de certaines formes aggravées de trafic d'êtres humains.

Art. 10. L'arrêté royal du 16 juin 1995 « portant exécution de l'article 11 § 5, de la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantile » modifié par l'arrêté royal du 16 mai 2004 est abrogé.

Art. 11. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 avril 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté,
adjointe à la Ministre de la Justice,
Mme M. DE BLOCK

Notes

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « technique législative », recommandation n° 27.

[2] *Ibid.*, recommandation n° 28.

[3] *Ibid.*, recommandation n° 26.

[4] *Ibid.*, recommandation n° 30.

[5] *Ibid.*, recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

[6] *Ibid.*, recommandation n° 41.

[7] *Ibid.*, recommandation n° 60.

[8] Voir le Rapport annuel 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, onglet « L'institution », pp. 35 et sv.

[9] Voir les directives du 13 janvier 1997 à l'Office des Étrangers, aux parquets, aux services de police, aux services de l'inspection des lois sociales et de l'inspection sociale relatives à l'assistance aux victimes de la traite des êtres humains et la circulaire du 26 septembre 2008 'relative à la mise en œuvre d'une coopération multidisciplinaire concernant les victimes de la traite des êtres humains et/ou de certaines formes aggravées de trafic des êtres humains'.

[10] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 113.

- de vereniging zonder winstoogmerk Sürya, met maatschappelijke zetel te 4000 Luik, rue Rouveroy 2,

als centrum gespecialiseerd in de opvang van slachtoffers van mensenhandel en van bepaalde zwaardere vormen van mensensmokkel.

Art. 10. Het koninklijk besluit van 16 juni 1995 tot uitvoering van artikel 11, § 5, van de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 mei 2004, wordt opgeheven.

Art. 11. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 18 april 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding,
toegevoegd aan de Minister van Justitie,
Mevr. M. DE BLOCK

Nota's

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 27.

[2] *Ibid.*, aanbeveling 28.

[3] *Ibid.*, aanbeveling 26.

[4] *Ibid.*, aanbeveling 30.

[5] *Ibid.*, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

[6] *Ibid.*, aanbeveling 41.

[7] *Ibid.*, aanbeveling 60.

[8] Zie het jaarverslag 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, tabblad "De instelling", blz. 35 e.v.

[9] Zie de richtlijnen van 13 januari 1997 aan de Dienst Vreemdelingenzaken, parketten, politiediensten, inspectie van de sociale wetten en de sociale inspectie omtrent de bijstand aan slachtoffers van mensenhandel, en de circulaire van 26 september 2008 'inzake de invoering van een multidisciplinaire samenwerking met betrekking tot de slachtoffers van mensenhandel en/of van bepaalde zwaardere vormen van mensensmokkel'.

[10] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 113.

GRONDWETTELIJK HOF

[2013/201835]

Uittreksel uit arrest nr. 37/2013 van 14 maart 2013

Rolnummers 5324 en 5328

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel IV.7, 1°, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 1 juli 2011 betreffende het onderwijs XXI, ingesteld door de VZW « Samenlevingsopbouw Brussel » en de VZW « Liga voor Mensenrechten » en het beroep tot vernietiging van artikel IV.1, 3°, en artikel IV.7, 1°, van hetzelfde decreet, ingesteld door de VZW « Volwassenenonderwijs van de Landelijke Bedienden Centrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Bossuyt en R. Henneuse, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Bossuyt,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 februari 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 29 februari 2012, hebben de VZW « Samenlevingsopbouw Brussel », met maatschappelijke zetel te 1080 Brussel, Henegouwenkaai 29, en de VZW « Liga voor Mensenrechten », met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Gebroeders De Smetstraat 75, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel IV.7, 1°, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 1 juli 2011 betreffende het onderwijs XXI (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 2011).